

Numéro 520

Du

24 juillet 2020

au

31 juillet 2020

CNAFAL

19 rue Robert

Schumann

94270

Le Kremlin Bicêtre

09 71 16 59 05

cnafal@cnafal.net

Ce bulletin hebdomadaire ne contient pas les positions du CNAFAL mais des points d'actualité(s) avec des textes pouvant vous être utiles... et il s'agit donc là d'informations brutes non commentées.

CONSOMMATION ET VIE COURANTE

Application Stop-Covid :



Des contrôles ont été réalisés par la CNIL afin de s'assurer que l'application "Stop-Covid" répondait aux exigences de protection de la vie privée et des données personnelles de ses utilisateurs. La présidente de la CNIL estime que la nouvelle version de cette application respecte malgré certaines irrégularités le RGPD et la loi

informatique et libertés.

Application « StopCovid » : la CNIL tire les conséquences de ses contrôles

Démarchage téléphonique :

Une proposition de loi a été adoptée par le Sénat le 8 juillet 2020 et par l'Assemblée nationale, le 15 juillet. Face aux insuffisances du dispositif visant à encadrer le démarchage téléphonique (inscription sur Bloctel), elle vise à renforcer la protection des consommateurs, qui peuvent être victimes d'un démarchage excessif ou de pratiques frauduleuses, tout en préservant l'activité des professionnels.



Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux

Environnement :

Après une première décision en juillet 2017, le Conseil d'État constate que le Gouvernement n'a toujours pas pris les mesures demandées, pour réduire la pollution de l'air dans 8 zones en France. Pour l'y contraindre, le Conseil d'État prononce une astreinte de 10 millions d'euros par semestre de retard.

Pollution de l'air : l'État s'expose à une amende record



CONSOMMATION ET VIE COURANTE

Retard de trains :

Toute personne voyageant en train en France ou dans un autre pays de l'Union Européenne (UE), dispose de droits, en cas de retards à l'arrivée, de correspondances manquées, de trains reportés ou annulés. Les droits des voyageurs ferroviaires sont régis par le [Règlement \(CE\) No1371/2007](#), il impose aux entreprises ferroviaires des obligations minimales d'indemnisation des voyageurs.

Trains retardés : quels sont vos droits ?



Santé/étiquetage des produits :

De nombreux compléments alimentaires sont disponibles sur le marché. Cependant, peu connaissent leur composition. Vous aurez les principales informations sur les compléments alimentaires.

Compléments alimentaires : ce qu'il faut savoir

Achat sur internet :

Vous avez acheté un produit en magasin ou sur Internet qui doit être livré à votre domicile ? Si le délai n'est pas respecté, que le colis est endommagé, ou qu'il ne correspond pas à votre commande, vous pouvez agir.



Livraison : quels sont vos droits ?

Lorsque vous effectuez un achat en ligne, assurez-vous que le site sur lequel vous faites l'achat n'est pas une arnaque. Quels sont les conseils à suivre ?

Achats en ligne : comment vérifier la fiabilité d'un site ?

Actes notariés :



Suite à la fin du confinement, la signature électronique chez un notaire, est possible jusqu'au 10 août prochain.

LOI n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire

CONSOMMATION ET VIE COURANTE

Douane :

Voyager à l'étranger peut être l'occasion d'acheter du tabac et de l'alcool, à prix modiques, mais il existe certaines règles à respecter.

Voyagez en toute tranquillité avec la douane



Scrutin :

Une des conséquences de l'épidémie du Covid-19 est le report de l'élection des conseillers des Français de l'étranger et des délégués consulaires au mois de mai 2021.

Report des élections



Port du masque :

On le sait, le port du masque est obligatoire dans certains lieux publics, en voici la liste, ainsi que les modalités afférentes. A noter que les personnes ne respectant pas ces règles, sont passibles d'une amende de 135 €.

Décret n° 2020-884 du 17 juillet 2020

Port du masque « grand public » obligatoire en lieux clos

SANS-ABRISME

La dernière pandémie a donné lieu à des mesures d'urgence exceptionnelles, de la part du gouvernement. La Fondation Abbé-Pierre en demande la pérennisation.

5ème regard sur le mal-logement en Europe - 2020



INSERTION

Le prolongement de l'expérimentation du dispositif "territoire zéro chômeur de longue durée" va être étudié le 14 septembre prochain.

Proposition de loi

Bulletin d'informations du CNAFAL

DEPENDANCE/HANDICAP

Emploi :

Le rapport annuel de l'Inspection générale des affaires sociales fait état de la situation préoccupante de l'emploi des personnes en situation de handicap.

Handicaps et emploi

Violences :

Les violences, que ce soit au niveau physique, verbal ou sexuel, touchent plus les femmes handicapées que le reste de la population.

Etude de la DREES

VIOLENCES CONJUGALES

L'obligation du secret médical, pour les personnes victimes de violences conjugales, a été levée par l'Assemblée nationale et le sénat.

Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales.

PARITE



Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, s'insurge contre le risque de chômage des femmes.

Rapport - Le monde de demain

TRAVAIL SOCIAL

Les établissements de formation des mandataires judiciaires, peuvent bénéficier de délais pour délivrer le certificat national de compétences aux intéressés. Il leur suffit d'informer le préfet de leur région dans les meilleurs délais.

Arrêté du 9 juillet 2020

*La beauté est dans les yeux de celui qui regarde
(Oscar Wilde 1854/1900)*

Oscar Wilde